

Antonio Gramsci

Notre ligne syndicale

Paru dans *Lo Stato operaio* du 18 octobre 1923. Traduit de l'italien par nos soins.

Dans *Sindacato rosso* du 15 septembre le camarade Nicola Vecchi propose à nouveau sa vieille thèse : "Il faut constituer nationalement un organisme syndical de classe, autonome et indépendant de tous les partis et transitoirement indépendant de toutes les Internationales".

Quelle doit être notre attitude envers une telle proposition ? Que doit être la directive de propagande des communistes pour endiguer parmi les masses les courants d'opinion qui s'accorderaient avec la thèse du camarade Vecchi ? Quelle doit être, concrètement, dans la situation actuelle, notre ligne syndicale : c'est-à-dire, de quelle façon entendons-nous maintenir le contact avec les grandes masses prolétariennes, pour en interpréter les besoins, pour en réunir et en concrétiser la volonté, pour aider le processus d'émancipation du prolétariat, qui continue malgré toutes les répressions et toute la violence de la honteuse tyrannie fasciste ?

Nous sommes, *par principe*, contre la création de nouveaux syndicats. Dans tous les pays capitalistes le mouvement syndical s'est développé dans une direction déterminée, en donnant naissance à une grande organisation, se développant progressivement, s'incarnant avec l'histoire, avec la tradition, avec les habitudes, avec les modes de pensée de la grande majorité des masses prolétariennes. Chaque tentative faite pour organiser les éléments syndicalistes révolutionnaires a failli et n'a servi qu'à renforcer les positions hégémoniques des réformistes dans la grande organisation. Quel profit les syndicalistes ont-ils tiré en Italie de la création de l'Union syndicale ?

Ils n'ont réussi à influencer que partiellement et épisodiquement la masse des ouvriers industriels, c'est-à-dire la classe la plus révolutionnaire de la population travailleuse. Ils ont, pendant la période qui va de l'assassinat d'Umberto 1^{er} à la guerre libyenne [1900 - 1912], conquis la direction de grandes masses agraires de la plaine de la plaine du Pô et des Pouilles, en n'obtenant que ce seul résultat : ces masses, à peine engagées dans la lutte de classe (et c'est justement dans cette période qu'une transformation de l'agriculture amène une augmentation d'environ 50% de la masse des journaliers), s'éloignèrent idéologiquement du prolétariat industriel et, anarcho-syndicalistes jusqu'à la guerre de Libye, c'est-à-dire quand le prolétariat se radicalisait, elles sont devenues réformistes, devenant après l'armistice et jusqu'à l'occupation des usines, à la traîne de l'avant-garde révolutionnaire.

L'exemple américain est encore plus caractéristique et significatif que l'exemple italien. Aucune organisation n'est parvenue au niveau d'abjection et de servilité contre-révolutionnaire de l'organisation de Gompers. Mais cela signifie-t-il que les ouvriers américains aient été abjects et esclaves de la bourgeoisie ? Non, certainement pas ! Pourtant ils restèrent attachés à l'organisation traditionnelle. Les IWW (des syndicalistes révolutionnaires) échouèrent dans leur tentative pour conquérir de l'extérieur les masses contrôlées par Gompers, ils s'en éloignèrent, se firent massacrer par les gardes blancs. Par contre le mouvement mené par le camarade Foster, à l'intérieur de la Fédération américaine du travail, avec des mots d'ordre qui interprètent la situation réelle du mouvement et les sentiments les plus profonds des ouvriers américains, conquiert un syndicat après l'autre et montre clairement combien est faible et incertain le pouvoir de la bureaucratie de Gompers.

Nous sommes donc par principe contre la création de nouveaux syndicats. Les éléments révolutionnaires représentent la classe dans son ensemble, sont le plus haut niveau de sa conscience, à la condition qu'ils restent avec la masse, qu'ils en partagent les erreurs, les illusions, les déceptions. Si une mesure des dictateurs réformistes forçait les révolutionnaires à sortir de la Confédération générale du travail et à s'organiser séparément (ce qui naturellement ne peut pas être exclu), la nouvelle organisation devrait se présenter avec pour seul objectif d'obtenir les réintégrations, l'unité à nouveau de la classe et de son avant-garde la plus consciente.

La Confédération générale du travail dans son ensemble représente encore la classe ouvrière italienne. Mais comment s'organisent les rapports actuels entre la classe ouvrière et la Confédération ? Répondre exactement à cette question signifie trouver la base concrète de notre travail syndical, et donc définir notre fonction et nos rapports avec les grandes masses.

Comme organisation syndicale, la Confédération générale du travail est réduite à sa plus simple expression, à peut-être un dixième de ses effectifs possibles de 1920. Mais la fraction réformiste qui dirige la Confédération a maintenu en poste ses militants les plus actifs, les plus intelligents, les plus capables et, disons-nous franchement la vérité, qui savent mieux travailler, avec plus de ténacité et de persévérance, que nos camarades.

Une grande partie, la quasi-totalité des éléments révolutionnaires qui par le passé avaient acquis des capacités d'organisation et de direction, ont été en revanche massacrés, ont émigré ou se sont dispersés.

La classe ouvrière est comme une grande armée qui aurait été subitement privée de tous ses officiers subalternes. Dans une telle armée il serait impossible de maintenir la discipline, l'esprit d'équipe et de combativité, l'unité de direction, avec la seule existence d'un état-major.

Chaque organisation est un complexe articulé qui ne fonctionne qu'avec un rapport numérique adéquat entre la masse et les dirigeants. Nous n'avons pas de cadres, pas de liaisons, pas de services, pour faire jouer notre influence auprès de la grande masse, pour la rendre plus forte et lui redonner un outil de lutte révolutionnaire efficace. Sur ce point, les réformistes sont dans des conditions infiniment meilleures que nous et ils exploitent habilement leur situation.

L'usine continue de subsister et elle organise naturellement les ouvriers, les met en contact entre eux. Le procès de production a maintenu son niveau des années 1919-1920, a caractérisé un capitalisme ayant une fonction toujours plus encombrante où l'ouvrier a donc une importance toujours plus décisive. La hausse des prix de revient, provoquée par la nécessité de maintenir mobilisés en permanence 500.000 argousins fascistes, n'est certainement une preuve brillante que le capitalisme ait retrouvé sa jeunesse industrielle. L'ouvrier est donc naturellement fort dans l'usine, il est concentré, il est organisé dans l'usine. Il est au contraire isolé, faible et dispersé en dehors de l'usine.

Avant la guerre impérialiste on constatait l'inverse. L'ouvrier était isolé dans l'usine et était coalisé en dehors: de l'extérieur il faisait pression pour obtenir une meilleure législation d'atelier, pour diminuer les heures de travail, pour conquérir la liberté industrielle.

L'usine ouvrière est aujourd'hui représentée par la commission interne [comité d'entreprise]. On se demande forcément: pourquoi les capitalistes et les fascistes, qui ont voulu la destruction des syndicats, ne détruisent pas de même les commissions internes ? Pourquoi, alors que le syndicat perdait du terrain sous les coups de la réaction, la commission interne à-t-elle élargi sa sphère organisationnelle ? C'est un fait que dans presque toutes les usines italiennes on a obtenu qu'il y ait une seule commission interne, que tous les ouvriers, et pas seulement les syndiqués, votent aux élections de la commission interne. Toute la classe ouvrière est donc aujourd'hui organisée dans les commissions internes, qui ont ainsi définitivement perdu leur caractère étroitement corporatif.

C'est là, objectivement, une grande conquête d'une très grande signification : elle montre que malgré tout, dans la douleur et sous l'oppression du talon de fer des mercenaires fascistes, la classe ouvrière se développe "*moléculairement*" vers l'unité, vers une meilleure homogénéité organisationnelle.

Pourquoi les capitalistes et les fascistes ont-ils permis et continuent de tolérer qu'une telle situation s'installe et se prolonge ? Pour le capitalisme comme pour le fascisme, il est nécessaire de priver la classe ouvrière de sa fonction historique qui est de guider les autres classes opprimées de la population (paysans, spécialement de l'Italie du Sud et des îles, petits-bourgeois urbains et ruraux). C'est-à-dire qu'il leur est nécessaire de détruire l'organisation extérieure à l'usine, concentrée territorialement : syndicats et partis, qui exercent une influence révolutionnaire sur tous les opprimés et enlèvent au gouvernement la base démocratique du pouvoir. Mais les capitalistes, pour des raisons industrielles, ne peuvent pas vouloir la destruction de toute forme d'organisation: dans l'usine, la discipline et la bonne marche de la production n'est possible qu'avec un minimum de constitutionnalité, un minimum de consentement de la part des travailleurs.

Les fascistes les plus intelligents, comme Mussolini, sont persuadés, les premiers, que leur "idéologie au-dessus des classes" ne saurait déborder le cercle de cette couche petite-bourgeoise qui, n'ayant aucune fonction dans la production, n'a pas conscience des antagonismes sociaux. Mussolini est persuadé que la classe ouvrière ne perdra jamais sa conscience révolutionnaire et juge nécessaire d'autoriser un minimum d'organisation.

Tenir, avec la terreur, les organisations syndicales dans des limites très serrées, c'est donner la direction de la Confédération aux réformistes: il faut que celle-ci existe à l'état embryonnaire, greffée sur l'éparpillement des commissions internes, de sorte que les réformistes contrôlent toute la classe ouvrière, en apparaissent comme les représentants.

Telle est la situation italienne, tels sont les rapports qui existent aujourd'hui chez nous entre la classe prolétarienne et les organisations. Les indications sont claires pour notre tactique:

1. Travailler dans l'usine à la construction de groupes révolutionnaires qui contrôlent les commissions internes et les pousser à toujours élargir leur sphère d'action;
2. Travailler à créer des liaisons entre les usines, pour donner à la situation actuelle un mouvement qui marque la direction naturelle du développement des organisations d'usine: de la commission interne au conseil d'usine.

C'est seulement ainsi que nous nous positionnerons sur le terrain de la réalité, en contact étroit avec les grandes masses. C'est seulement ainsi, dans le travail laborieux, dans le creuset le plus ardent de la vie ouvrière, que nous réussirons à recréer nos cadres pour l'organisation, à faire surgir les éléments capables, conscients de leur valeur et de leur importance dans le monde de la production.